

# TIMIȘOARA : ANALYSE DE L'AUTO-ÉVALUATION DE CULTURE 21: ACTIONS

JUILLET 2017



## culture 21

Agenda 21 de la culture



Dans le cadre de sa participation au programme Villes Pilotes Europe de l'Agenda 21 de la Culture, la ville de Timișoara a mené une autoévaluation de ses politiques dans le domaine de la culture et du développement durable, à travers un atelier qui s'est tenu en avril 2017. L'exercice se fonde sur le document [Culture 21 : Actions](#), adopté par la Commission Culture de CGLU en mars 2015 et qui fournit aux villes du monde entier un modèle commun d'examen de leurs points forts et de leurs points faibles dans ce domaine. L'exercice permet également aux villes de comparer leur évaluation avec les moyennes attribuées par un panel d'expert-e-s externes, ayant examiné en 2015 la situation des éléments constituant Culture 21 : Actions.

Composante essentielle de l'Activité 1 du programme Villes Pilotes à Timișoara, l'atelier a pour objectif d'éclairer la conception d'un programme de travail qui permettra à la ville, pour l'année à venir et le futur, de bâtir sur ses points forts identifiés tout en tentant de résoudre les points faibles détectés. La structure de l'atelier s'est fondée sur les termes de référence du programme Villes Pilotes Europe. Conformément à ces exigences, l'atelier initial a impliqué un groupe de participant-e-s divers-es : des représentant-e-s de la municipalité, des membres de la société civile, du monde éducatif et des organisations privées. L'Annexe 1 contient une liste des participant-e-s.

Les participant-e-s à l'atelier ont examiné et évalué le stade actuel d'avancement de Timișoara concernant les neuf Engagements (domaines thématiques) qui constituent Culture 21 : Actions. Il-elle-s ont attribué une note entre 1 et 9 à chacune des 100 actions réparties entre les différents domaines. Les notes représentent trois stades d'avancement : niveau embryonnaire (note de 1 à 3), niveau en développement (note de 4 à 6) et niveau bien développé (note de 7 à 9).

L'atelier a été initié par M. Dan Diaconu, adjoint au Maire de Timișoara, et organisé par Mme Diana Donawell, directrice du bureau des affaires internationales. Il a été facilité par Ivor Davies, expert en chef de l'Agenda 21 de la culture, Jordi Baltà et Catherine Cullen, expert et experte de la Commission Culture de CGLU.

Plusieurs visites étalées sur une semaine ont précédé et succédé à la session d'atelier, à l'occasion d'une visite préparatoire effectuée par Jordi Baltà et Ivor Davies en décembre 2016. Les experts ont pu approfondir leur expérience et leurs connaissances concernant différentes installations, sites et programmes et projets en cours, qui mettent en valeur le lien de la ville avec les principes de l'Agenda 21 de la culture.

AUTOÉVALUATION

En particulier, il faut souligner que ce programme de travail a été entendu, depuis son commencement, comme complément et extension de deux autres principaux engagements stratégiques culturels de la ville de Timișoara, à savoir sa Stratégie culturelle (2014-2024) et sa désignation en tant que Capitale européenne de la culture 2021 (TM2021). L'interconnexion a été explicitement mise en avant au cours des deux visites ainsi qu'au cours de l'atelier, comme l'illustre le schéma ci-dessous:

### AGENDA 21 DE LA CULTURE



Ce rapport, connu sous le nom de Radar 1, a été préparé par Ivor Davis, expert désigné par la Commission Culture de CGLU et Culture Action Europe pour accompagner Timișoara tout au long du programme Villes Pilotes Europe. Il se fonde sur les conclusions des trois groupes ayant participé aux ateliers, et en particulier sur les notes prises par les rapporteur·se·s des ateliers, assemblées par Mme Diana Donawell. Ces notes, ainsi que les résultats des ateliers, ont été ensuite analysées en détail et regroupées dans le document présenté ici par Ivor Davies.

Ce rapport synthétise les évaluations et les observations faites par les participant·e·s de l'atelier. En outre, il compare les résultats à ceux obtenus par le Panel mondial d'expert·e·s de 2015. Cette comparaison permet de signaler les points forts et les possibles points faibles de la culture à Timișoara, concernant l'Agenda 21 de la culture et Culture 21 : Actions. Le rapport indique également les domaines que la ville pourrait explorer, aborder ou résoudre. Le caractère de ce rapport est davantage consultatif que directif. L'intention est de bâtir et s'appuyer sur le travail considérable ayant mené à la Stratégie culturelle et à TM2021, et, en temps opportun, les connecter et les étendre au cours des prochaines phases du programme, au moyen d'une série de « mesures pilotes » correspondantes.



# BILAN GÉNÉRAL

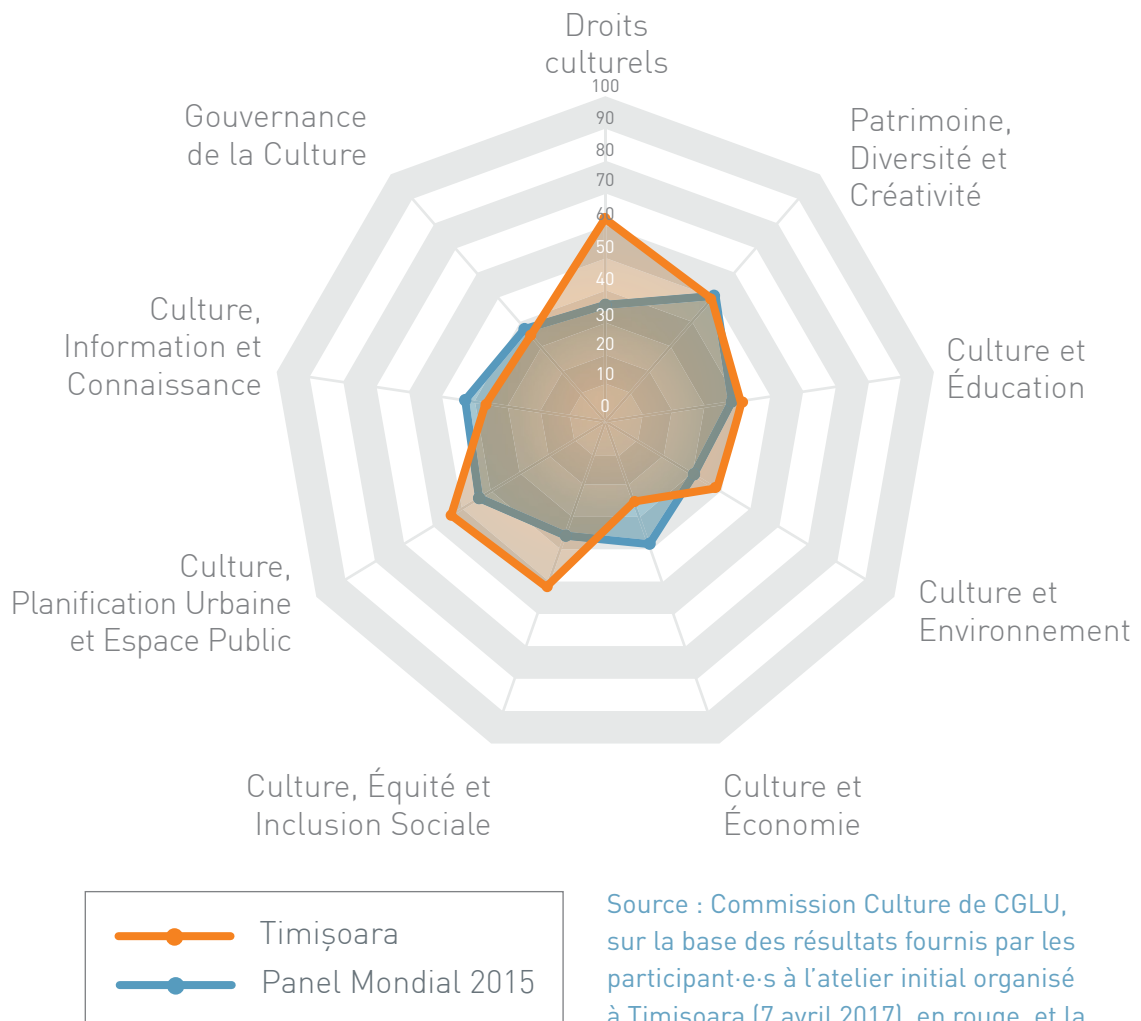
Comme le montre le graphique 2, les résultats de l'autoévaluation à Timișoara reflètent une image qui s'approche dans plusieurs cas de la moyenne du Panel mondial, même si elle se différencie dans certains autres cas remarquables (parfois même de façon considérable). Ces comparaisons peuvent se lire selon l'axe du diagramme en fonction de chaque action. On peut donc déduire que l'évaluation générale de Timișoara a été plutôt positive. Quoi qu'il en soit, l'enthousiasme et l'implication démontrés par les participant-e-s à l'atelier, aux côtés de l'engagement à promouvoir la culture comme dimension essentielle du développement durable et à améliorer les pratiques culturelles et les réseaux ont été de bon augure pour les prochaines étapes de ce programme et, fondamentalement, avec l'arrivée imminente de l'examen de la Stratégie culturelle et l'année de Capitale européenne de la culture.

Les notes les plus élevées (dans l'absolu et en comparaison des notes du Panel mondial) ont été attribuées à : « Droits culturels », « Culture, équité et inclusion sociale » et « Culture, planification urbaine et espace public » ; les engagements « Culture et éducation » et « Culture, information et connaissance » ont quant à eux reçu des notes un peu plus inférieures.

## **Les neuf Engagements**

Cette section du rapport précise et analyse les informations fournies par l'atelier d'autoévaluation, classées en fonction des neuf Engagements (chacun comprenant entre 10 et 12 actions chacune).

Schéma 1 : Autoévaluation de Timișoara et donnée du Panel Mondial 2015





# DROITS CULTURELS

Le groupe qui a discuté de cet engagement à Timișoara lui a attribué une note plaçant la ville à un niveau nettement supérieur aux résultats du Panel mondial. Il s'agit d'une note remarquable, même s'il faudrait sans doute la contraster avec les notes quelque peu élevées attribuées par ce groupe aux trois sujets discutés. Néanmoins, ces résultats n'ont aucune raison d'être incorrects, ils soulignent l'importance de se focaliser sur la qualité des conclusions de la discussion et non pas uniquement sur les notes. Par exemple, la thématique des droits culturels a une place importante dans le dossier de candidature comme Capitale Européenne de la Culture, il n'est donc pas surprenant qu'il existe plusieurs évaluations positives (actuelles et futures) concernant la relation de la ville avec cet Engagement.

Les notes ont été placées par le groupe entre le niveau en développement et le niveau bien développé, et s'étalent entre 4 et 8.

Du côté des actions au niveau bien développé :

- La Municipalité adopte des mesures pour faciliter la participation des habitant·e·s (de manière individuelle ou en tant que représentant·e·s de groupes de la société civile) dans l'établissement des priorités, la prise de décisions, l'exécution ou l'évaluation des politiques culturelles. Il existe un programme de projets culturels, via lequel la Municipalité finance annuellement et représente des ONG et institutions à travers des subventions pour des projets culturels à but non lucratif d'intérêt local. La portée de ce programme est actuellement trop réduite pour répondre aux besoins et aux demandes. Un Conseil de consultation culturelle doit être créé très prochainement, qui servira de base pour la consultation régulière sur les politiques et projets culturels de la ville avec les organisations locales.
- Une analyse détaillée est entreprise des obstacles qui existent dans l'accès et la participation des citoyen·ne·s à la vie culturelle. Cette analyse a été effectuée dans le cadre des préparatifs à la Stratégie culturelle et incluse dans le dossier de candidature pour TM2021.
- Les politiques et programmes visent à une implication plus grande et plus active des citoyen·ne·s dans les pratiques et la création culturelles. Le dossier de candidature de TM2021 comprend des projets entendant favoriser la participation à la vie culturelle de tou·te·s les citoyen·ne·s, peu importe leur catégorie sociale.
- Une analyse détaillée est entreprise des obstacles qui existent dans l'accès et la participation des citoyen·ne·s à la vie culturelle, et mène à des politiques et programmes pour accroître l'implication. De même, ceux-ci ont éclairé la Stratégie culturelle, et ont une place importante dans le dossier de candidature TM2021.



# DROITS CULTURELS

- Il existe des politiques et des programmes qui permettent d'augmenter le nombre d'individus ou de membres actif-ve-s dans les organisations de la société civile dédiées aux thématiques culturelles. Il existe des mesures municipales qui permettent d'augmenter le nombre d'individus ou de membres actif-ve-s dans les organisations de la société civile dédiées aux activités culturelles et, encore une fois, le dossier de candidature TM2021 s'est focalisé sur cet objectif dans nombre de ses mesures.

Les actions ayant été placées au niveau en développement par le groupe sont les suivantes :

- Même si les politiques culturelles locales se fondent explicitement sur les droits culturels, ces derniers ne sont pas intégrés de façon stratégique.
- Le gouvernement local a adopté un texte de référence sur les droits, les libertés et les responsabilités culturelles mais il manque encore une Loi sur les Droits et les Responsabilités culturelles. La Stratégie culturelle appuie également cette action.
- Il existe des standards de services minimum qui permettent de garantir les services culturels de base (par exemple, le nombre de bibliothèques ou de livres par habitant-e-s). La ville a probablement besoin d'un plan directeur spécifique pour le développement d'un centre culturel mais, à travers TM2021, des progrès ont été faits avec la transformation de centres communautaires en « centres de dynamisme citoyen », qui encouragent la participation des habitant-e-s.
- Des politiques culturelles doivent permettre aux habitant-e-s d'avoir accès et de transmettre leurs propres modes d'expression culturelle, en particulier les groupes et individus vulnérables.
- Les politiques culturelles incluent l'élargissement des opportunités de participation des femmes à la vie culturelle parmi leurs objectifs, et établissent des mesures contre toute discrimination liée au genre. La participation des femmes à la vie culturelle n'a pas été perçue par le groupe comme un problème particulier à Timișoara. En général, le groupe a estimé que les femmes n'étaient pas particulièrement discriminées à l'échelle locale ou du moins d'une façon spécifique ; il a toutefois été souligné que la discrimination liée au genre dans la vie culturelle (ou dans les directives à cet égard) n'apparaissait pas dans les documents publics.
- Les organisations de la société civile qui travaillent sur les droits humains incluent de manière explicite les droits culturels parmi leurs priorités.



# PATRIMOINE, DIVERSITÉ ET CREATIVITÉ

La moyenne attribuée par l'atelier à cet Engagement est pratiquement égale (juste un peu inférieure) à celle du Panel mondial. Bien que cette note soit à classer dans les points forts, elle cache des différences significatives entre les différentes actions de l'engagement. En réalité, les notes se sont presque étalées complètement du 1 (la plus basse, niveau embryonnaire) au 9 (la plus élevée, niveau bien développé). Ceci suggère qu'il est important d'explorer les différents niveaux des actions, en les analysant et en identifiant les points forts et les domaines qui mériteraient davantage de développement.

Par exemple, concernant les « politiques et des programmes de protection et de promotion de la diversité linguistique, en particulier pour les langues minoritaires ou minorisées », l'avis du groupe était que Timișoara est à un niveau bien développé, en citant pour exemple les Théâtres d'État allemand et hongrois, la presse écrite en allemand et en hongrois et même l'Orizonturi româno-italiene (revue en ligne en roumain et en italien). À l'autre extrémité de l'éventail, le groupe a identifié le domaine du soutien du gouvernement local à « l'existence et l'accessibilité aux structures diverses dédiées à la formation, à la création et à la production culturelles » comme nécessitant de développement (en évoquant des exemples indépendants de bonnes pratiques sur lesquels s'appuyer ou avec qui collaborer).

D'autres domaines perçus comme à un niveau bien développé ont été la promotion de l'organisation d'activités culturelles avec la vocation de rendre visible la création artistique et de promouvoir les rencontres entre différents groupes de la population (encore qu'avec davantage l'objectif de réunir les parties prenantes), mais aussi les programmes de coopération culturelle internationale en lien avec la vie culturelle et la protection et la promotion de la diversité culturelle. Sur une note moins positive cette fois, les domaines identifiés au niveau embryonnaire ont été :

- L'existence de politiques en relation avec la protection du patrimoine culturel dans toutes ses dimensions, matérielle et immatérielle (les participant·e·s ayant cité le désir d'une législation spécifique pour protéger la ville des problèmes touchant le patrimoine, cf. Casa Muhle, Liceul de Artă).
- L'existence de politiques et programmes dédiés à la culture scientifique, en partenariat avec les organisations locales de la société civile, les acteur·rice·s privé·e·s, les institutions culturelles et les centres de formation (il a été suggéré que ces programmes devraient être plus sensibles aux interactions entre culture scientifique, art, histoire locale et vie quotidienne).





# PATRIMOINE, DIVERSITÉ ET CREATIVITÉ

Il a été tout de même encourageant de constater qu'entre ces deux extrêmes se situaient un certain nombre de domaines qualifiés au niveau en développement. Ce fut le cas notamment avec les politiques et programmes qui permettent de construire l'excellence à partir de la proximité avec les habitant·e·s et de leurs initiatives mais aussi de soutenir de manière explicite la reconnaissance mutuelle entre la diversité des expressions culturelles et les projets interculturels. Cependant, deux questions se trouvent au plus bas de ce niveau, celle de la nécessité d'un département ou unité du gouvernement ayant une responsabilité spécifique en matière de politiques culturelles et aspects culturels des autres politiques publiques, et celle de la Municipalité qui consacre un budget à la culture, en accord avec ses responsabilités et conformément aux standards nationaux et internationaux, et adéquat à la possibilité de développement durable de la vie culturelle locale. Ces deux questions ont émergé à nouveau dans les conclusions de cette section. Une action également identifiée au niveau en développement mais qui entend être améliorée est celle des productions locales occupant une place significative et équilibrée au sein de l'ensemble des activités de la ville. Ceci a permis de souligner l'importance de la mise en œuvre des recommandations de la stratégie culturelle vers davantage d'« incubateurs » artistiques et une presse culturelle spécialisée forte.



# CULTURE ET EDUCATION

La note globale attribuée à cet engagement est moyenne, se rapprochant étroitement de celle du Panel mondial. De fait, la majorité des notes issues des discussions situent Timișoara à un niveau en développement dans ce domaine (même si une minorité significative a été qualifiée au stade embryonnaire. REMARQUE : aucune action n'a reçu la note la plus faible de 1). La ville a même été située au niveau bien développé dans une action. En général, cela s'apparente à un bilan mitigé : il semble nécessaire de bâtir sur une pratique existante, mais il s'agit d'une action déjà mise en avant par la ville.

Encore une fois, un constat plus clair émerge des discussions sur les actions individuelles. Le groupe a considéré Timișoara à un niveau relativement bien développé dans l'offre locale d'éducation artistique présente dans les écoles mais aussi à tous les niveaux, qui est accessible aux individus de tout âge et de toute condition.

En outre, dans plusieurs cas, la ville a été placée au niveau en développement :

- Bien qu'il n'existe pas dans l'actualité de plateforme ou réseau local officiel rassemblant les acteur·rice·s public·que·s, de la société civile et privé·e·s dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la formation permanente, le groupe a estimé que TM2021 offre l'occasion de créer une telle plateforme.
- Il existe de bons exemples locaux d'institutions culturelles (le Philharmonique, par exemple) qui reçoivent un soutien public pour impulser des activités éducatives à la jeunesse.
- Il existe des mécanismes de partage des informations sur l'accès aux activités et opportunités culturelles dans l'éducation artistique, même si elles manquent encore de coordination.
- Un certain nombre d'écoles et autres institutions collaborent dans les activités culturelles de différentes sortes.
- « Educatie civica (éducation civique) » est un exemple de la façon dont les droits humains (et donc implicitement les droits culturels) sont abordés par les programmes scolaires

Les actions classées au niveau embryonnaire par le groupe ont été les suivantes :

- À quel point les stratégies éducatives et de formation valorisent les ressources culturelles locales de façon adéquate.
- La nécessité que le gouvernement local approuve une stratégie locale qui relie la politique éducative et la politique culturelle, c.-à-d. en allant au-delà de la simple prestation de services.



# ÇULTURE ET ÉDUCATION

- Les points de vue étaient contrastés (les moins positifs provenant directement du milieu éducatif - [1] et les plus positifs étant issus d'autres secteurs [4]) sur la question de savoir si les programmes scolaires du primaire et du secondaire abordaient les compétences culturelles, la diversité, la créativité, le patrimoine et le numérique. La conclusion générale (note de 2) a ainsi représenté un compromis entre ces deux perspectives.
- L'objectif de davantage d'offre locale de formation en gestion et en politiques culturelles qui promeut une approche globale des facteurs culturels au sein du développement humain.



# CULTURE ET ENVIRONNEMENT

Concernant cet engagement, le groupe a placé la ville de Timișoara à un niveau de développement qui dépasse celui évalué par le Panel mondial. Ceci s'explique sans doute par l'identification par les participant-e-s à la discussion d'un nombre significatif d'actions environnementales en lien avec la culture. Les actions ont reçu des notes qui se sont en effet réparties uniformément entre le niveau en développement et le niveau bien développé (dans un cas).

La discussion a permis de déterminer que Timișoara était bien avancée au niveau du lancement d'initiatives par la Municipalité telles que la Semaine de la mobilité, pour faciliter et promouvoir les initiatives citoyennes pour l'usage durable des espaces publics.

Plusieurs de ces actions ont été considérées par le groupe comme se trouvant au stade embryonnaire :

- La nécessité de davantage de politiques culturelles locales qui relient explicitement la culture et la durabilité environnementale.
- Le potentiel d'un groupe de travail au sein de l'autorité locale reliant les politiques culturelles et environnementales, pour accompagner le travail transversal des deux départements. À cet égard, les participant-e-s ont remarqué la teneur du manque actuel d'un département culturel au sein de la Mairie, donnant lieu à la prise en charge par différents bureaux ou services de la responsabilité des événements culturels.
- L'histoire et la culture apparaissent dans la promotion des modes de production et de consommation fondés sur la connaissance des produits locaux. L'opinion du groupe était que ce genre de campagnes n'existe pas réellement, ou tout du moins pas au-delà d'une sensibilisation d'ordre général.
- L'importance de l'établissement par la Municipalité de programmes de préservation et de diffusion des connaissances et des pratiques traditionnelles qui contribuent à l'exploitation durable des ressources de l'écosystème.

Du côté du niveau en développement, la ville a été évaluée à ce niveau dans les domaines suivants :

- Les facteurs culturels apparaissent dans les stratégies locales de promotion de la durabilité environnementale. Le Département environnement de la ville a entrepris de nombreuses actions concernant les problèmes environnementaux dans la ville et cherche à établir des relations avec des structures externes telles que « Verde pentru Biciclete » (litt. « Vert pour les vélos »).



# CULTURE ET ENVIRONNEMENT

- La gastronomie, basée sur les produits locaux, est reconnue comme une activité constitutive de la culture locale à Timișoara.
- Le gouvernement local reconnaît l'intérêt culturel des espaces naturels au travers de programmes spécifiques, par exemple le Bega Boulevard Festival.
- Il existe plusieurs exemples d'organisations culturelles recevant un soutien public et qui évaluent leur impact environnemental et mènent des activités de sensibilisation écologique.
- Il existe des plateformes qui relient les organisations publiques, privées et de la société civile qui travaillent en lien avec les milieux culturel et environnemental, par exemple : la semaine de la mobilité, le Bega Boulevard Festival et le sentier cyclable du canal de la Bega vers la Serbie.



# CULTURE ET ÉCONOMIE

Ici, la moyenne attribuée suite aux discussions de l'atelier se trouve en-dessous de celle du Panel mondial. Même si certaines divergences sont apparues entre les notes attribuées aux actions individuelles, la grande majorité place cet engagement dans la catégorie embryonnaire, et quatre actions ont reçu la note la plus basse (1). Ce domaine pourrait donc être propice à un travail approfondi de la ville (il pourrait aussi être intéressant de corroborer ces deux conclusions relativement extrêmes, rien que pour s'assurer que l'évaluation représente un point de vue plus étendu. REMARQUE : cet avertissement ne signifie pas que nous remettons en question ces notes ou les discussions qui y ont mené). De fait, parmi les quatre actions qui n'ont pas été placées au stade embryonnaire, une seule a été classée dans la catégorie bien développée. Ceci suggère, au minimum, que cette action peut constituer un domaine potentiellement fertile pour un travail plus approfondi de la ville. Nous aborderons de nouveau ces aspects en conclusion.

En examinant de plus près les actions, les participant·e·s ont pu constater que Timișoara se trouve à un niveau relativement bien développé concernant l'existence de législation garantissant l'existence de grilles de contractualisation et de rétribution adaptées aux caractéristiques des travailleur·se·s du secteur culturel, reconnaissant les droits d'auteur·e·s et les autres droits connexes. D'autre part, des divergences ont été signalées dans ce domaine entre les postes correspondant aux institutions publiques et celles du secteur indépendant (où les garanties sont moindres). L'impression générale est que le secteur indépendant n'est pas encore assez puissant pour prendre en charge des salaires adéquats, ni la sécurité supplémentaire que les termes et conditions supposent en la matière.

Les discussions ont pu permettre d'évaluer un fossé significatif de développement dans les domaines suivants :

- Le gouvernement local promeut l'existence de modèles économiques publics ou mixtes qui font accroître le financement ou les ressources humaines des projets culturels.
- Reconnaissance publique de la valeur du maintien des métiers implantés sur le territoire (y compris le développement de l'innovation qui leur sont nécessaires) ; une stratégie publique s'avère nécessaire en plus des festivals saisonniers et des initiatives privées, telles que La Blouse Roumaine, l'artisanat, etc.
- Un modèle touristique local durable est équilibré sur le territoire, connecté avec la communauté locale et interactif avec l'écosystème culturel ; reconnaissant qu'un Conseil consultatif sur le Tourisme a été créé, avec la participation de TM2021.



# CULTURE ET ECONOMIE

- Les programmes de Responsabilité Sociale des entreprises incluent explicitement les questions et les projets du domaine de la culture, ainsi que les valeurs culturelles de la population et de la culture locale, en reconnaissant que si les sociétés sont intéressées par plus de visibilité, dans le cas des recrutements au sein des grandes entreprises, les décisions ne sont pas prises en local mais par la capitale ou même depuis un autre pays.

Les actions étant considérées comme toujours au niveau embryonnaire mais affichant tout de même des signes de développement :

- Les stratégies de développement économique local intègrent les logiques spécifiques de l'économie de la culture et travaillent avec ses acteur-ric-e-s pour faire en sorte que la culture puisse être un secteur clef de la ville ou du territoire.
- Une analyse régulière est faite des contributions économiques des acteur-ric-e-s culturel-le-s (public-que-s, civil-e-s et privé-e-s) à l'économie locale, ainsi que leur impact direct et indirect sur la création de richesse et sur l'emploi.
- Il existe des espaces d'information et de formation sur les droits d'auteur-e-s et sur les modèles économiques en lien avec les pratiques de création partagée et avec les nouvelles formes de distribution ; action qui a été identifiée comme une priorité dans la Stratégie culturelle. En particulier, même si des ateliers sur le copyright, à travers UCMR – ADA ont eu lieu à Bucarest, Timișoara n'y a pas été directement liée.
- En général, les programmes dédiés à l'accès à l'emploi et à l'insertion intègrent systématiquement les connaissances et les compétences culturelles.

Quant au niveau en développement, le groupe a identifié deux actions :

- Il existe une variété de mécanismes de financements des projets culturels qui ont une vocation commerciale, tels que les micro-crédits ou le capital-risque, ainsi que des programmes de parrainage ou de mécénat. Dans le cas de Timișoara, il a été identifié une question spécifique de dichotomie public-privé, considérant donc que les projets et événements financés avec les fonds publics devraient être gratuits. Emprunter ici un chemin rentable aligné sur de telles initiatives devient extrêmement compliqué. Quelques banques (telles que la Libra Bank) soutiennent les initiatives culturelles.
- Sont mis en valeur les partenariats entre les acteur-ric-e-s culturel-le-s et les entreprises, par exemple, au travers de modèles d'innovation et de transfert des connaissances (résidences) ; toutefois certains exemples individuels modèles de cette approche ont été cités : Jecza – Galeria TRIADE, par exemple.



# CULTURE, ÉQUITÉ ET INCLUSION SOCIALE

Les moyennes attribuées lors de l'atelier à cet Engagement se trouvent au-dessus de celles du Panel mondial. Il s'agit là d'un résultat prometteur mais qui dans une certaine mesure dissimule des actions aux niveaux de développement très variés. La plupart ont été considérées comme en développement, mais certaines ont été placées aux deux extrémités de l'éventail. Par exemple, au stade embryonnaire :

- Les stratégies locales de résolution des conflits prennent en compte la dimension culturelle et reconnaissent le potentiel des facteurs culturels : les participant-e-s ont estimé que même si le potentiel de conflit existe de manière latente, aucune stratégie de résolution de conflits n'est prévue, ni de mécanismes pour résoudre les conflits qui pourraient potentiellement émerger à l'avenir.

Dans l'ensemble, il apparaît que dans ce domaine la ville possède certains points forts, de nombreuses actions au stade en développement et une action en particulier demanderait qu'on y prête davantage attention.

Si l'on examine dans le détail, parmi la majorité d'actions de cet engagement qui ont été évaluées au niveau en développement, on retrouve :

- Certaines stratégies locales de la sphère sociale (santé, emploi, bien-être et inclusion sociale) incluent de manière explicite les aspects culturels en tant qu'outils de lutte contre tous les types de discrimination. De fait, le groupe a remarqué que la Stratégie sociale ne prête pas assez attention à cette question et a suggéré qu'un plan d'action pourrait résoudre ce problème, et peut-être convertir la stratégie en action positive.
- Les facteurs qui déterminent la vulnérabilité ou la fragilité culturelle de certains groupes ou individus sur le territoire sont analysés périodiquement dans le cadre du processus qui les touche directement. Le groupe a identifié des études sociologiques menées par l'Université de l'ouest de Timișoara et autres instituts spécialisés, même si les travaux sont faits de façon peu systématique ou peu régulière.
- La relation entre bien-être personnel, santé et pratiques culturelles actives est analysée périodiquement : le groupe était d'avis que l'expertise faisait défaut, tout comme les études correspondantes et les statistiques dans ce domaine, qui a encore besoin de davantage de reconnaissance de la part des autorités publiques. Selon le groupe, c'est un sujet qui requiert davantage d'aide.
- La valeur d'un programme de capacitation s'adressant aux professionnel-le-s et aux organisations de la sphère sociale afin d'améliorer leur capacité à identifier et à faire





# CULTURE, ÉQUITÉ ET INCLUSION SOCIALE

front aux facteurs culturels qui entravent l'accès à certains services publics. Les participant·e·s n'avaient pas connaissance d'un tel programme de la Municipalité même s'il faut souligner que TM2021 comprend un programme de ce type.

- La Municipalité consacre une partie de son budget culturel et de ses ressources publiques à la promotion active de la participation des femmes aux activités et aux organisations culturelles, en particulier en termes de niveaux de profil et de responsabilité, ainsi qu'à la valorisation, la promotion et l'augmentation de la visibilité et du prestige de telles activités culturelles, dans lesquelles il y a habituellement une plus grande implication des femmes. Le groupe n'est pas parvenu à un consensus pour savoir si (et si oui dans quelle mesure) ceci pourrait être un avantage spécifique supplémentaire pour Timișoara.
- Les institutions culturelles recevant un appui public mènent des programmes qui intègrent les groupes en situation de désavantage, et mènent des programmes dans les zones les plus difficiles (en termes de pauvreté ou d'exclusion) du territoire. Même s'il existe des exemples d'une intervention particulière, il n'y a pas de cadre stratégique commun en la matière.
- Des mesures permettant de garantir l'accessibilité de tou·te·s (individus en situation de handicap compris) aux équipements et aux espaces culturels. Certaines associations et initiatives existent dans la ville à ce sujet et une législation stipule que tous les espaces publics, y compris les espaces culturels, doivent être accessibles à tou·te·s, même aux personnes en situation de handicap. Certaines mesures spécifiques ont été prises pour améliorer l'accès mais elles ne sont pas encore constantes ou suffisantes.
- Il existe une plateforme ou un réseau local des associations, coopératives et organisations du secteur tertiaire qui développent leurs activités en relation avec la culture, l'égalité et l'inclusion sociale.

Voici les exemples des progrès des actions bien développées dans la ville :

- Il existe des programmes permettant de promouvoir la coopération intergénérationnelle. Deux exemples importants ont été identifiés, à savoir la Philamornic House qui a développé une initiative de promotion de la coopération intergénérationnelle et des activités, et le Conseil des seniors qui a présenté un projet aux écoles.
- Il existe des programmes d'innovation culturelle pour les jeunes qui intègrent les aspects relatifs à l'inclusion sociale, aux langages culturels, aux environnements



# CULTURE, ÉQUITÉ ET INCLUSION SOCIALE

numériques ou à l'égalité des genres. Le centre culturel Ambasada fournit un exemple intéressant dans cette action car elle emploie des jeunes placé-e-s dans des familles d'accueil.

- Les organisations locales de la société civile développent des campagnes de sensibilisation (promotion de la diversité culturelle, dialogue interculturel, lutte contre le racisme) avec l'appui des institutions publiques et des organisations culturelles. Le groupe a souligné plusieurs exemples : les projets développés par l'Institut interculturel de Timișoara ; le Festival folklorique des minorités ethniques et le Festival gastronomique, qui visent à préserver et promouvoir les traditions des minorités ethniques. Le groupe a également souhaité insister sur l'importance continue de la dimension de la lutte contre le racisme.



# CULTURE, PLANI- FICATION URBAINE ET ESPACE PUBLIC

La moyenne générale de cet Engagement attribuée suite aux discussions de groupe est un peu plus supérieure à celle du Panel mondial. Les notes se sont réparties dans les trois catégories, sans pour autant arriver aux deux extrêmes (1 et 9). Cet Engagement est particulièrement intéressant car il connecte potentiellement la Stratégie culturelle à un éventail d'autres stratégies spatiales et axées sur les lieux de la ville, comme les commentaires l'illustreront ci-après.

Les actions qui ont été considérées par le groupe comme à un niveau en développement sont les suivantes :

- Les plans locaux d'urbanisme (masterplan) reconnaissent explicitement l'importance des ressources et des facteurs culturels. Le nouveau Plan d'urbanisme général est lié à la Stratégie culturelle de la ville. Les participant·e·s ont identifié la nécessité de davantage d'espaces culturels et d'une structure (modulaire) pour les événements culturels de grande envergure.
- Il existe un document-modèle d'évaluation de l'impact culturel, habituellement utilisé dans les politiques urbanistiques, et il existe un programme de capacitation permettant d'en favoriser l'usage. Le groupe a estimé qu'il serait important d'élaborer ces deux éléments. Les nouvelles infrastructures culturelles sont planifiées comme les éléments d'un écosystème culturel élargi, et prévoit l'impact de leur apparition. Des exemples de nouvelles infrastructures culturelles ont été identifiés, comme des cinémas, la Bega Channel et la Synagogue.
- Il existe à Timișoara un répertoire des espaces qui, de par leur fonction symbolique, constituent un bien commun pour les habitant·e·s.
- Il existe un modèle architectural basé sur la qualité, sur la rénovation des édifices existants, sur la planification de nouveaux bâtiments, et sur l'utilisation des techniques traditionnelles de construction. Des modèles architecturaux existent pour la rénovation des bâtiments mais l'usage des techniques et matériaux traditionnels contrevient dans certains cas aux réglementations européennes. Il s'avère nécessaire d'harmoniser les législations nationales et européennes.
- Les politiques en matière de transports et de mobilité urbaine prennent en compte l'accès des citoyen·ne·s à la vie culturelle, avec une attention particulière aux individus avec des enfants, aux individus résidant en périphérie de la ville ou qui rencontrent d'autres obstacles spécifiques dans cet accès. Il existe des exemples individuels de cette action plutôt qu'une approche intégrale.

Dans plusieurs cas, la ville de Timișoara a été évaluée au niveau embryonnaire :



# CULTURE, PLANI- FICATION URBAINE ET ESPACE PUBLIC

- Dans quelle mesure la Municipalité considère explicitement la notion de paysage au sein de ses politiques, et en intègre les aspects naturels et culturels. Cette notion n'est pas évoquée de manière spécifique par les documents publics de la ville et devrait être plus ouvertement abordée.
- La façon dont le gouvernement local développe des politiques et des actions qui favorisent la participation active de la population dans la planification urbaine et dans la transformation du territoire, par exemple, sur l'aménagement urbain, l'architecture ou l'art public. Un exemple passé de cette action est l'« Atelierul de Urbanism », qui avait été utilisé pour les débats publics mais qui a disparu il y a deux ans. Le groupe a considéré ceci comme un retour en arrière et a estimé que l'idée mérite d'être reprise et revisitée.

Voici les actions que les participant-e-s ont évaluées au niveau bien développé :

- La Municipalité dispose d'un inventaire du patrimoine culturel (tangible et intangible) et naturel de la ville et a établi des mécanismes de préservation et de conservation adaptés aux standards internationaux. Le groupe avait connaissance des mécanismes de préservation du patrimoine culturel matériel et immatériel. Par exemple : les documents sur le patrimoine construit de la Direction de la culture du Conseil du comté de Timis (matériel) et les activités menées par la Maison de la culture de la Municipalité de Timișoara (immatériel). Toutefois, les participant-e-s ont estimé que le patrimoine culturel immatériel nécessitait d'être mieux exploité.
- Le gouvernement local adopte des mesures pour promouvoir le rôle de la culture dans la rénovation des centres historiques et dans les plans de développement territorial, de quartier ou de district. Des mesures ont été adoptées au niveau de la ville en 2017 mais il manque encore à l'échelle régionale un plan de développement qui coordonnerait ces mesures.
- Le gouvernement local reconnaît l'espace public (par exemple, les rues, places, et autres espaces communs de la ville) comme une ressource clef pour l'interaction et la participation culturelle. Le groupe a considéré cette action comme un point fort remarquable de la ville. En effet, chaque année, plusieurs événements culturels sont organisés dans les espaces publics, notamment différents festivals sur la Place de la Victoire, de la Liberté et au Parc des roses. Une décision sur l'art urbain du Conseil local a été adoptée en 2017 et plusieurs projets de ce type ont été inclus dans le dossier de candidature TM2021.
- Il existe des programmes pour promouvoir le développement et la conservation de l'art public. En effet, il existe un plan directeur pour la promotion de l'art dans les espaces publics tels que l'Interart Triade Foundation/Jecza. Néanmoins, il n'est pas appliqué ou développé de façon systématique.



# CULTURE, INFORMATION ET CONNAISSANCE

Les résultats de la discussion sur cet Engagement ont mené à une évaluation en-dessous de celle du Panel mondial. La majorité de ces actions ont été considérées au niveau en développement, bien que plusieurs actions aient été classées au stade embryonnaire, dont une (celle l'analyse régulière de la relation entre les processus culturels de base et l'innovation sociale) a reçu la note de 1, ce qui illustre l'impression du groupe selon laquelle la ville fait preuve de lacunes dans cette action.

Les autres actions identifiées au niveau embryonnaire sont les suivantes :

- Les obstacles à l'accès et à l'exploitation des technologies de l'information et de la communication dans une finalité culturelle devraient être analysés régulièrement.
- Il existe des activités limitées de formation ou de sensibilisation adressées aux professionnel-le-s de la culture sur les implications culturelles, sociales et économiques des formes existantes ou émergentes d'accès et de reproduction culturelle (par exemple, copyright, copyleft, accès ouvert, etc.).
- Il existe des politiques et des programmes qui permettent aux acteur-ric-e-s culturel-le-s de participer aux réseaux de coopération internationale. En la matière il existe des initiatives individuelles mais pas de politiques ni de programmes (ce domaine aura clairement un avenir probable et un impact grandissant qui seront générés par TM2021).

Les actions ayant été identifiées par le groupe comme à un niveau plus développé ont été les suivantes :

- Présence d'une législation qui garantit la liberté d'expression (y compris l'expression artistique, la liberté d'opinion et d'information et le respect de la diversité culturelle et de la vie privée).
- Des mécanismes publics et de la société civile sont en place pour effectuer un suivi de ces libertés. Le groupe a observé que les ONG ne sont que peu financées (quand elles le sont) et manquent à la fois de personnel et, plus important encore, de pouvoir et d'influence dans ces débats.
- Il existe des politiques publiques pour garantir une information libre et pluraliste, ainsi que des mesures qui assurent que l'information existante favorise le droit des citoyen-ne-s à participer à la vie culturelle. Il a été néanmoins signalé qu'une presse culturelle spécialisée faisait défaut à Timișoara.
- Les médias de communication locaux reflètent la pluralité des opinions, permettent de fournir un espace et une importance égales aux messages des femmes, et



# CULTURE, INFORMATION ET CONNAISSANCE

représentent la diversité culturelle existante à l'échelle locale et internationale. Il existe des magazines au niveau local : Orizont, Orizonturi culturale italo-române (en ligne).

- Il existe des systèmes d'observation, de recherche ou d'analyse de la réalité culturelle et de son interaction avec les autres champs du développement humain, qui relie les universités, le gouvernement et la société civile. Certaines initiatives telles que des études et des recherches, ont été entreprises dans ce domaine.
- Il existe des politiques et des programmes sur les formes de création, de production et de distribution digitale, centrés sur les habitant-e-s et favorisant la démocratie culturelle. Par exemple le site Internet « Memoria Banatului » qui recense les histoires et expériences de vie des individus et la librairie « Doua Bufnite » (les deux hiboux) où les personnes peuvent laisser des lettres sur des livres qui ont eu une influence pendant leur enfance.
- Les institutions culturelles recevant un appui public participent aux débats sur l'information et la connaissance, et soutiennent de manière cohérente la valeur de la culture en tant que bien commun.



# GOUVERNANCE DE LA CULTURE

La moyenne attribuée par l'atelier à cet Engagement « Gouvernance de la culture » est pratiquement alignée (juste un peu inférieure) sur celle du Panel mondial. Il faut souligner ici (à quatre exceptions près, toutes situées au niveau embryonnaire) que les notes prédominantes ayant émergé des discussions autour des actions de cet engagement placent la ville au niveau en développement (4-6). Ceci suggère, en général, que de bonnes pratiques existent dans ce domaine mais qu'elles ne sont pas encore pleinement réalisées, intégrées ou coordonnées.

Sur un éventail relativement réduit de notes contrastantes, une meilleure évaluation de la position de la ville s'est fait jour concernant la planification des quartiers et le réseautage entre la société civile et le secteur culturel ; quant aux domaines que le groupe a estimé plus développés, on retrouve la continuelle mise à disposition de forums publics de dialogue bilatéral entre le gouvernement local et la ville.

Plus précisément, ce sont les actions suivantes qui ont été évaluées au niveau en développement :

- Le gouvernement local met en œuvre une politique culturelle basée sur l'Agenda 21 de la culture et Culture 21 : Actions qui réunit les initiatives publiques, civiles et privées dans un projet commun.
- Le gouvernement local promeut l'existence de plans culturels locaux et/ou à l'échelle du quartier ou du district (par exemple à travers ses Conseils consultatifs de quartier).
- Les institutions culturelles recevant un appui public rendent compte et évaluent de manière transparente le service public qu'elles réalisent ; les habitant·e·s de la ville sont représenté·e·s dans le plus grand nombre d'organes de la direction. Pour cette action, les opinions étaient partagées : d'un côté l'évaluation des institutions culturelles et des responsables des arts faisaient partie d'un cadre légal et/ou statutaire pour l'autorité locale, de l'autre l'évaluation et le processus de décision n'étaient pas transparents publiquement, et le public n'était pas consulté lors du processus, ce qui remet en cause le degré de transparence finale.
- Le gouvernement local reconnaît et soutient les pratiques de gestion qui expriment la culture locale et se développent autour des biens communs. Ici il a été estimé que le gouvernement local soutenait les pratiques administratives conjointes des biens communs (ex. : espaces utilisés conjointement).
- Il existe une plateforme indépendante ou un réseau d'organisations de la société civile qui intègre les citoyen·ne·s et les acteur·rice·s culturel·le·s de tous les secteurs.



# GOUVERNANCE DE LA CULTURE

- Il existe des cadres pérennes pour la répartition des responsabilités ou la collaboration en politique culturelle entre les gouvernements local, régional et national ; TM2021 pourrait être vu comme un exemple significatif de ce type de collaboration.

Le groupe a identifié un nombre plus réduit d'actions où les pratiques pourraient être considérées comme embryonnaires :

- Le gouvernement local crée quelque instance participative publique (telle qu'un conseil local de la culture) qui inclue les acteur-ric-e-s public-que-s, civil-e-s et privé-e-s, et dont la mission est en relation avec la politique culturelle locale. Ici il semble y avoir eu des consultations entre le gouvernement local et des ONG culturelles mais les commentaires ou le suivi ont été limités ou insuffisants.
- Les projets publics génèrent des espaces permanents de concertation, de négociation et de régulation de leurs objectifs et de leurs méthodes, avec la participation de tous les acteur-ric-e-s impliqué-e-s, c'est-à-dire des dynamiques de réflexivité et ayant une dimension prospective. Par exemple, dans le cas de la Casa Muhle et de l'École des Beaux-Arts, la pression de la part de la société civile a généré des interventions manifestes et le projet a pu continuer.
- Les programmes et les institutions culturelles recevant un appui public développent une perspective liée au genre. Pour cette action, il semble que même si des preuves pratiques matérielles implicites sont alignées sur les principes de l'égalité entre les genres, elles tendent à ne pas faire partie d'un cadre statutaire de politiques en matière d'égalité entre les genres.
- Il existe des politiques ou des programmes qui appuient la participation des citoyen-ne-s dans la gestion des installations, les programmes ou les événements culturels : les participant-e-s ont estimé qu'il manquait des politiques pour des programmes de soutien à une plus grande implication des citoyen-ne-s dans la gestion des institutions publiques.





# CONCLUSIONS

Les nombreux points forts visibles de Timișoara en matière de culture se trouvent, sans doute sans grande surprise, dans sa Stratégie culturelle et, en particulier, dans le dossier de candidature et les plans en pleine évolution pour Timișoara, Capitale européenne de la culture 2021. Notre objectif ici n'est pas de les copier mais de les étayer et, dans la mesure du possible, les améliorer et, ce faisant, signaler les complémentarités et atouts sur lesquels bâtir ou mettre en évidence les fossés à combler.

Les connexions thématiques directes avec la Stratégie culturelle étaient peu surprenantes car ce document, à l'origine, avait été en partie conçu et rédigé en suivant les objectifs de l'Agenda 21 de la culture. Cette connexion s'est par conséquent dévoilée dans de nombreux principes fondamentaux de la Stratégie:

- » Reconnaissance des valeurs du patrimoine et de leur capitalisation ;
- » Soutien à la culture contemporaine ;
- » Liberté d'expression considérée comme élément fondamental de la créativité et de l'innovation ;
- » Reconnaissance de l'importance des liens entre culture et société ;
- » Reconnaissance de la culture comme moteur de développement de l'individu et de la communauté ;
- » Respect démocratique des citoyen-ne-s et des agents culturel-le-s dans le développement des politiques publiques ;
- » Capitalisation du potentiel économique de la culture.

La Stratégie culturelle propose cinq axes thématiques transversaux :

1. Timișoara créative
2. Timișoara impliquée
3. Timișoara connectée
4. Timișoara responsable
5. Timișoara ouverte – axe transversal

Ces axes de principes peuvent et doivent fournir une toile de fond cruciale aux propres visées et objectifs de la Stratégie, à ceux de l'Agenda 21 de la culture et, par la suite, à ceux de Timișoara, Capitale européenne de la culture 2021.

Bien entendu, ce rapport n'a pas vocation à revisiter et reproduire les détails des autres documents clés de la ville. Néanmoins, il est important de garder à l'esprit, en

poursuivant le potentiel, par exemple, pour les phases du programme Villes Pilotes d'interagir avec l'examen et le futur déploiement de la stratégie culturelle.

Et ceci s'applique également pour TM2021 dont les concepts fondamentaux (exprimés dans le dossier de candidature) sont les suivants :

*« Notre démarche est de créer les conditions du courage nécessaire pour donner naissance à un nouveau sens de la communauté. Il s'agit d'une réponse culturelle adaptée à la profonde crise de confiance et l'insécurité auxquelles font face l'Europe et Timișoara au 21ème siècle. L'esprit de Timișoara sera ravivé, cette fois à travers la culture. »*

Le dossier de candidature continue de développer ce point :

*« Une étape importante a été franchie avec l'adoption de la stratégie culturelle sur le long terme (2014-2024), faisant de Timișoara la première ville de Roumanie à se doter d'un tel document de politique publique, désormais en cours de mise en œuvre. En outre, les autorités locales encouragent les interventions artistiques dans les parcs publics, les rues et les places, afin de rapprocher la culture des habitant-e-s. À l'avenir, Timișoara entend que sa marque soit celle du point de rencontre des ITC et de la culture. Un pas a été fait dans cette direction avec l'inclusion de l'Association pour Timișoara Capitale européenne de la culture 2021 (l'association TM2021) au Conseil consultatif économique de la ville, afin d'aligner la stratégie économique de la ville et TM2021. »*

Il est important de souligner que ces trois « actions stratégiques » (et d'ailleurs d'autres stratégies thématiques, comme celles du développement économique, de l'aménagement de la ville, de l'environnement et de l'espace public, également poursuivies par la ville) ont leurs propres orientations et objectifs spécifiques. Toutefois, leurs connexions thématiques, ainsi que leur potentiel mutuel de livraison complémentaire peuvent, il nous a semblé, apporter des bénéfices d'importance cruciale, individuellement et collectivement, aux progrès futurs de Timișoara.

Pour revenir aux résultats de la semaine d'atelier sur l'Agenda 21 de la culture, un certain nombre de points forts (en plus de la Stratégie culturelle et de TM2021 à proprement parler) ont émergé :



La ville a démontré qu'elle pouvait rassembler et galvaniser des équipes diverses d'expert-e-s et d'intérêts pour bâtir de nouvelles idées et de nouveaux projets.



La ville a une solide expérience de promotion de l'interaction culturelle dans les espaces publics (places, etc.).



Sa position géographique et son histoire et patrimoine si particuliers en font un carrefour naturel pour de multiples interconnexions culturelles

À ces points forts sont venus s'ajouter certaines faiblesses (ou tout du moins des domaines qui appelleraient à une résolution ou un développement prompts), identifiées pendant le processus, notamment :

- » L'absence d'une équipe dédiée à la stratégie culturelle et/ou d'un groupe multidisciplinaire chargé spécifiquement de livrer collectivement les développements stratégiques du point de vue culturel, exerce une pression immense sur le peu d'agents et personnel travaillant dans d'autres domaines de responsabilités, sans cadre professionnel commun clair.
- » À ce problème est relié le fait qu'il s'avère difficile pour la société civile et les autres secteurs de communiquer et travailler avec un sens commun de continuité des objectifs avec la Municipalité à qui une « équipe culturelle » dédiée (et point de contact) fait défaut.
- » Les groupes de l'atelier ont ressenti qu'un grand nombre d'activités et initiatives individuelles intéressantes avaient lieu dans toute la ville (au sein de la municipalité, de la société civile, dans des institutions d'autres secteurs, etc.) mais qu'il manquait des cadres, parfois stratégiques, parfois collaboratifs, parfois budgétaires, qui pourraient assurer leur continuité, un sens commun d'orientation et un ensemble plus grand d'objectifs à réaliser mesurables.

De plus, plusieurs exemples de bonnes pratiques ont été mis en avant lors de la semaine d'ateliers ainsi que d'autres contacts et débats dans la ville, par exemple :

- » Le dossier de candidature TM2021 contient des projets visant à encourager la participation aux pratiques culturelles de tou-te-s les citoyen-ne-s, peu importe leur catégorie sociale.
- » Travaillant à une autre échelle, Ambasada fournit également un nouveau modèle intéressant de leadership de la société civile et une approche stratégique au développement professionnel dans le secteur.
- » Le travail et le potentiel stratégique de l'Institut interculturel.
- » Le modèle privé-public de structure culturelle offert par Fundatia Triade.
- » (Cité précédemment) La façon dont les espaces publics sont utilisés pour les interactions et la participation culturelle.

Du côté des points plus négatifs, l'atelier a permis d'identifier plusieurs questions communes, dont nombre pourraient d'ores et déjà être abordées rapidement:

- » Le manque de documentation officielle sur la culture et les autres droits pour soutenir et étendre les bonnes pratiques opérationnelles dans ce domaine.

» Le manque d'un plan d'urbanisme complet pour les lieux consacrés à la culture (outre les propositions spécifiques présentes dans la Stratégie culturelle et le dossier de candidature TM2021).

» Les liens relativement faibles de réseautage au sein de la société civile et entre société civile, Municipalité et autres institutions intéressées.

Ceci appelle à plusieurs mesures spécifiques qui pourraient être adoptées de façon générique pour toutes les actions de l'Agenda 21, par exemple :

» Création d'un département culturel solide au sein de la Municipalité pour mener à bien la Stratégie culturelle et, dans le futur, superviser l'héritage de TM2021 et son Association ;

» La reproduction de ce rôle et l'expertise à une échelle plus réduite, dans d'autres institutions culturelles et liées, pour aider à développer le renforcement des capacités institutionnelles et la collecte de fonds ;

» Développement de plateformes pour la rencontre avec les acteur-ric-e-s culturel-le-s et entre eux/elles et entre les autres secteurs et contextes professionnels ;

» Création d'ONG avec le soutien de la ville, pour aider le secteur culturel ;

» Encouragement des industries créatives afin qu'elles deviennent rentables et auto-suffisantes ;

» Organisation d'une formation avec des expert-e-s européen-ne-s, pour le transfert de connaissances ; avancées vers un Observatoire des politiques culturelles, fondé sur le partenariat avec l'Observatoire de Grenoble ;

» Développement de mesures durables contre la discrimination ;

» Une plateforme sur la gestion des conflits dans la culture (afin de forger une expertise dans ce domaine) ;

» Développement de centres culturels de quartier ;

» Catalogue des productions traditionnelles de Timișoara et de la région ;

» Création d'un programme de débats publics où différents points de vue et idées peuvent être partagés et servir de base de travail

Nous présentons cette analyse de la ville de Timișoara pour examen, dans le cadre de sa participation au programme Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture.

# ANNEXE 1:

# LISTE DES PARTICIPANTS

## ATELIER VILLE PILOTE

PRÉNOM - NOM	POSTE
<b>Droits culturels / Culture, Équité et Inclusion Sociale / Culture, Planification Urbaine et Espace Public</b>	
Angela Ciupa-Rad	Représentante du Département d'aide sociale de la ville (stratégie d'aide sociale)
Sorin Ciurariu	Directeur du département de planification urbaine de la ville
Diana Donawell	Responsable du bureau des relations internationales de la ville – Point focal du programme Villes Pilotes et rapporteuse
Imre Farkas	Adjointe au Maire chargée des affaires sociales, remplacée par M. Attila BALASZ, directeur du Théâtre d'État hongrois « Csiky Gergely » (en tant que représentante et représentant de la minorité ethnique hongroise)
Ana-Maria Ionescu	Coordinatrice des projets et programmes culturels et de publication, Ordre des architectes (« Ordinul Arhitecilor »)
Geanina Jinaru-Doboş	Relations étrangères, Théâtre national de Timișoara « Mihai Eminescu »
Letitia Mark	Représentante de l'Association des femmes roumaines
Cristina Olteanu	Directrice exécutive de la Fondation culturelle «Rencontres des arts»
Laila Onu	Directrice de la Fondation « Pentru Voi (For You) » (services sociaux)
Norbert Tako	Responsable du centre culturel « Ambasada »
Daniel Tellman	Architecte
<b>Patrimoine, Diversité et Créativité / Culture et Économie / Gouvernance de la Culture</b>	
Florentina Fekete-Müller	Conseillère artistique au Théâtre d'État allemand
Simona Fit	Coordinatrice de la planification et du suivi de l'association Timișoara 2021 - Capitale européenne de la culture
Andreea Iager	Responsable du centre culturel « Ambasada »
Sorina Jecza	Présidente de la Fondation « Interart Triade »
Camelia Mingasson	Présidente de l'association culturelle « Kratima » - Rapporteuse
Alexandra Pintea	Représentante du Centre culturel allemand de Timișoara
Corina Răceanu	représentante de l'Institut interculturel de Timișoara (stratégie culturelle)
Monica Sava	conseillère du bureau de l'organisation des événements

# ANNEXE 1: LISTE DES PARTICIPANTS

## ATELIER VILLE PILOTE

### Culture et Éducation / Culture et Environnement / Culture, Information et Connaissance

Adrian Aldea	Représentant du département environnement de la ville
Delia Crăciun	Responsable des projets culturels et de la communication de l'Institut français de Timișoara (stratégie culturelle)
Laura Coroamă	À la place de Mme Raluca IACOB, représentante de l'Association MetruCub
Adrian Frențescu	Représentant de la Maison de la culture de la Municipalité
Corina Nani	Professeure agrégée, département du design et des arts appliqués, faculté des beaux-arts de l'Université de l'ouest de Timișoara
Gabriela Petcana	Responsable d'une entreprise spécialisée dans le tourisme, représentante du groupe « ClusturBanat »
Lavinia Petruț	Conseillère au bureau des affaires internationales de la ville - Rapporteuse
Laura Șmuleac	Vice-doyenne de la faculté d'agriculture de l'Université des sciences agronomiques, remplacée par Mme Adina HORABLAGA, représentante de l'Université des sciences agronomiques
Silviu Vert	Professeur adjoint, centre multimédia, département de la communication à l'Université « Politehnica » de Timișoara
Mihai Vâlceanu	Conseiller au département environnement de la ville



# CONTACT

Pour davantage d'informations sur cet exercice, veuillez contacter :



## Timișoara, Bureau des Relations Internationales

Email: [diana.donawell@primariatm.ro](mailto:diana.donawell@primariatm.ro)

Web: [www.primariatm.ro](http://www.primariatm.ro)



## Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) - Commission culture

Email: [info@agenda21culture.net](mailto:info@agenda21culture.net)

Web: [www.agenda21culture.net](http://www.agenda21culture.net)





**TIMISOARA**  
Ville Piloté • culture 21  
**EUROPE**

